

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 8 - 10 février 2000

## PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Point 7 de l'ordre du jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2000/7-B/2**  
6 janvier 2000  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— OUGANDA 6176.00

### Aide alimentaire ciblée pour les activités de secours et de redressement en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des groupes vulnérables en Ouganda

Nombre de bénéficiaires	411 500
Durée du projet	Deux ans (1er avril 2000–31 mars 2002)

#### Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	50 641 070
Coût total des produits alimentaires	18 041 534

### RÉSUMÉ

Les turbulences politiques et la récession économique qui ont caractérisé les années 70 et 80 ont déplacé de nombreux Ougandais et les ont privés de leurs moyens de subsistance. Depuis 1986, le pays connaît une croissance économique régulière mais les gains sur le plan du développement humain ont été modestes. Dans les zones les plus reculées, les attaques répétées des rebelles ont aggravé la situation déjà pénible des familles. Depuis le début de 1999, le nord de l'Ouganda est relativement calme, mais les districts situés dans l'ouest du pays connaissent à nouveau une situation d'urgence. Compte tenu des facilités accrues de déplacement des partenaires d'exécution et des possibilités d'interventions ciblées, il a paru souhaitable de réduire et d'insérer les opérations de secours existantes du PAM au sein d'une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR).

Cette IPSR d'une durée de deux ans fournira: a) une aide alimentaire d'urgence aux réfugiés et aux personnes déplacées; b) une protection alimentaire pendant les opérations de réinstallation tandis que la distribution générale de produits alimentaires est progressivement remplacée par des actions de relèvement ciblées; et c) des vivres-contre-travail et des vivres pour la formation afin de mettre en valeur les ressources humaines, de créer des actifs (humains et matériels) et d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages. Pendant les deux années couvertes par l'IPSR, approximativement 195 000 réfugiés et personnes déplacées recevront une aide de secours, et quelque 216 500 personnes participeront à des activités de redressement/relèvement. On estime que 44 à 53 pour cent des ménages dans les zones ciblées par la présente IPSR sont dirigés par des femmes. Approximativement deux tiers des ressources affectées à la composante redressement de cette IPSR seront ciblées sur les femmes et les filles, et au moins 30 pour cent des actifs du projet créés par le biais des activités vivres-contre-travail profiteront directement aux femmes. De ce fait, les femmes participeront pleinement à l'identification et à la planification des projets.

La présente IPSR sera en étroite corrélation et coordination avec le Programme de reconstruction du nord de l'Ouganda de la Banque mondiale, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et le programme de pays du PAM. Le budget de l'IPSR représente une réduction de 40 pour cent par rapport au niveau moyen des secours et redressements fournis par le PAM en Ouganda en 1997–99.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Afrique (OSA):            M. Zejjari                            tel.: 066513-2201

Coordonnateur de programmes,  
Section Afrique II:                            T. Pakkala                            tel.: 066513-2371

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2645).



## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAH	<i>Action Africa Hilfe</i>
ACF	Action contre le faim
ACORD	<i>Agency for Cooperation in Research and Development</i>
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
AHA	<i>African Humanitarian Action</i>
AVSI	<i>Associazione Volontari per il Servizio Internazionale</i>
CARE	<i>Cooperative for Relief and Assistance Everywhere</i> (Coopérative pour le secours et l'aide au monde entier)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DED	<i>German Development Service</i>
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS	Système d'alerte rapide en cas de famine
FLM	Fédération luthérienne mondiale
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDEA	Investissement dans le développement de l'agriculture d'exportation
IDH	Indicateur de développement humain
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MSF	Médecins sans Frontières
NRC	Conseil norvégien des réfugiés
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PLA	Points de livraison avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSECOORD	Coordonnateur des mesures de sécurité de l'Organisation des Nations Unies
VCT	Vivres-contre-travail



## CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### Pauvreté omniprésente malgré les progrès économiques

1. L'Ouganda a énormément souffert sous les deux régimes militaires qui se sont succédés pendant les années 70 et subi plusieurs tentatives de coup d'Etat qui ont débouché sur une guerre civile entre 1981–86. A la fin de la guerre en 1986, l'Ouganda s'est trouvé confronté à toute une série de problèmes, notamment des conflits frontaliers, des insurrections de rebelles, l'effondrement de son économie, la corruption, l'inefficacité du secteur public et des milliers de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) ayant besoin d'aide.
2. Les programmes de réforme économique, ambitieux et de grande envergure, lancés depuis 1986, ont renversé la tendance à la baisse, et les indicateurs macro-économiques et industriels sont aujourd'hui voisins des niveaux enregistrés en 1970. Les investissements augmentent, l'inflation est maintenue à un niveau relativement bas et le gouvernement a réduit les dépenses et créé un environnement propice aux investissements privés. Les progrès accomplis par le pays en matière de réformes des politiques structurelles et sectorielles ont valu une remise de 20 pour cent (650 millions de dollars E.-U.) de la dette extérieure de l'Ouganda (3,25 milliards de dollars) en 1998 au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés.
3. Des données récentes confirment également un léger recul de la pauvreté et une nette amélioration en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services de santé. L'Indicateur de développement humain (IDH) de l'Ouganda est passé de 0,30 en 1992 à 0,38 en 1995, et à 0,40 en 1997, grâce aux améliorations rapides enregistrées au niveau des revenus et de l'éducation. Malgré les gains obtenus, l'Ouganda se situe, selon cet indice, au 160ème rang sur 174 pays, ce qui le place parmi les pays les moins développés et les plus pauvres. Plus de 40 pour cent de la population est encore en dessous du seuil de pauvreté; 60 pour cent de la population n'a pas accès à l'eau potable; il n'y a qu'un médecin pour 27 000 Ougandais; quelque 38 pour cent des enfants de moins de quatre ans présentent un retard de croissance, le taux de fécondité du pays—soit 7,2—est le troisième dans le monde et l'espérance de vie n'est que de 46 ans. L'Ouganda se situe au 110ème rang sur 130 pays d'après l'indicateur sexospécifique du développement humain des Nations Unies, ce qui témoigne d'une grande disparité entre les hommes et les femmes et de la non satisfaction des besoins fondamentaux des femmes.
4. En Ouganda, la pauvreté est beaucoup plus accentuée dans les zones rurales reculées qu'elle ne l'apparaît dans les moyennes nationales et les indices internationaux concernant la survie humaine, l'alphabétisation et les niveaux de vie. En ce qui concerne ces trois facteurs, l'IDH est le plus bas dans les districts de Moroto (0,1652) et de Kotido (0,1781) au nord-est, suivis par les districts de Kitgum (0,2644), Moyo (0,2955), Arua (0,3094), Gulu (0,3165) au nord et par le district de Bundibugyo (0,3105), à l'ouest. En termes d'évolution en pourcentage et de niveau relatif de développement humain, ces districts sont très en dessous de la moyenne nationale qui est elle-même déjà basse, et ces dernières années ont stagné ou même reculé. Ces disparités proviennent de l'éloignement de ces sept districts, de leurs diversités ethnique, culturelle et religieuse, et de leur marginalisation politique et financière ces deux dernières décennies. L'analyse tendancielle montre une forte concentration des dépenses du secteur public et des investissements privés dans les régions centrales et méridionales du pays qui sont



plus accessibles et plus stables. Les affectations du budget national ont également dirigé les flux de l'aide en dehors des districts où les infrastructures sont le plus détériorées.

## Analyse de la situation

5. **Insécurité et déplacement des populations:** Un temps considéré comme le “grenier de l'Ouganda”, les districts de Arua, Moyo, Adjumani, Gulu et Kitgum, dans le nord du pays, ont été ravagés par les violentes actions des rebelles pendant plus d'une décennie. En février et juillet 1996, la recrudescence des attaques rebelles contre des cibles civiles a provoqué le déplacement de plus de 110 000 personnes dans le district de Gulu . Une seconde vague d'incursions rebelles a déplacé 80 000 autres personnes dans le district de Kitgum en janvier 1997. Par la suite, le nombre des déplacés a atteint 320 000, les femmes représentant 54 pour cent de l'ensemble des PDI du fait de leur abandon et de la hausse de la mortalité masculine causée par des années de conflit ou par le VIH. Les pourparlers en vue de la réconciliation et une déclaration d'amnistie des rebelles ont depuis encouragé les PDI à revenir cultiver leurs terres pendant la journée.
6. La sécurité s'est à nouveau dégradée dans le nord de l'Ouganda avec l'apparition d'un nouveau groupe rebelle qui a attaqué les installations militaires et les populations civiles dans les districts de Kasese et de Bundibugyo, dans l'ouest, en août 1998 et de nouveau en avril 1999. Situé dans une zone reculée, isolée par la chaîne de montagne de Rwenzori, accessible par une seule route de montagne, Bundibugyo n'a pas pu profiter de la croissance économique du pays alors que son géographie offre un refuge naturel aux groupes rebelles. Depuis août 1999, 453 000 personnes déplacées en Ouganda ont besoin d'aide alimentaire, dont 320 000 se trouvent dans les districts du nord, Gulu et Kitgum, et 133 000 dans l'ouest de l'Ouganda.
7. **Réfugiés:** Des réfugiés soudanais résident dans les districts du Nil Ouest depuis 1988. Au fil des ans, le programme en faveur des réfugiés est passé de l'aide d'urgence à l'installation locale sur des terres fournies par le Gouvernement de l'Ouganda. Des évaluations régulières des récoltes ont été effectuées par le PAM, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le gouvernement, avec la participation de donateurs. Ces évaluations ont confirmé qu'il existait différents niveaux d'autosuffisance alimentaire, allant de zones d'installation entièrement autonomes à des zones de demi-rations ou encore à de nouvelles zones d'installation où les réfugiés sont totalement tributaires de l'aide alimentaire. Malgré les attaques intermittentes des rebelles et les déplacements de réfugiés, la tendance des besoins en aide alimentaire est en baisse régulière. Depuis 1996, le nombre de réfugiés soudanais est passé de 264 000 à 170 000, suite à leur installation ou rapatriement. Par crainte de la conscription, les hommes sont nombreux et représentent 55 pour cent de la population totale des réfugiés.
8. **Victimes de calamités naturelles:** Tous les ans, il y a 100 000 à 160 000 personnes dont la sécurité alimentaire est menacée par la sécheresse, les inondations, les infestations de ravageurs, les virus des végétaux, les mauvaises conditions des pâturages, les pertes après récolte, ou une combinaison de ces facteurs. Ceux qui se trouvent dans et autour des districts peu sûrs du nord sont également confrontés à des coûts de transport prohibitifs et au manque d'accès aux intrants, aux facilités de crédit, aux marchés et aux services sociaux. Les districts de Kotido et de Moroto dans le nord-est du Karamajong, le district de Kitgum au nord, et à un degré moindre le district central de Luwero connaissent des déficits constants dans presque toutes les denrées alimentaires. Les zones de déficit alimentaire transitoire sont notamment les districts de Soroti, Kumi, Pallisa et Tororo, dans l'est. Le manque d'investissements dans les



infrastructures hydrauliques et dans l'agriculture oblige à des opérations coûteuses et répétées de secours en cas de sécheresse.

### Sécurité alimentaire

9. La capacité de faire face aux calamités répétées, provoquées par l'homme ou naturelles, est très faible. Les revenus de la grande majorité des Ougandais reposent sur l'agriculture; 92 pour cent d'entre eux sont des agriculteurs de subsistance. Leur productivité, leurs revenus et leurs capacités d'adaptation ont été entravés par un certain nombre de facteurs, à savoir: absence de mécanisation agricole, de traction animale, de crédit, d'informations commerciales et de nouvelles variétés de semence; infestations de ravageurs avant et après récolte; sécheresse et inondations; installations d'entreposage insuffisantes; et détérioration des infrastructures de transport et des eaux, en particulier dans les zones marginales reculées. Tous ces facteurs, associés à l'insécurité, ont découragé les négociants, provoquant l'effondrement des systèmes commerciaux. Les coûts exorbitants du transport ont empêché les agriculteurs des régions les plus reculées d'entrer en concurrence sur un pied d'égalité avec les agriculteurs des régions du sud. Devant l'absence d'intrants, d'infrastructures et d'incitations, la majorité d'entre eux se sont tournés vers l'agriculture de subsistance et le petit commerce.
10. Près de 81 pour cent de la population rurale, comprenant 2,4 millions de ménages agricoles, cultivent moins de 2,5 hectares de terres, soit approximativement 31 pour cent de moins qu'en 1970 (3,6 hectares). En Ouganda, 30 à 35 pour cent des terres cultivables sont en culture, du fait principalement de l'effondrement des systèmes agricoles pendant la période de troubles civils, de la perte de traction animale, et de l'isolement et de la pauvreté grandissante des agriculteurs.

### Environnement

11. Le déboisement est manifeste aux alentours des zones d'installation des réfugiés et des PDI, où les arbres sont la seule source de bois de feu. Du fait de la baisse des revenus des exploitations dans tout le nord de l'Ouganda, les familles rurales ont complété l'agriculture de subsistance par la production de charbon de bois, le défrichage par débroussaillage et brûlis, le vol de bétail et autres activités non durables et désastreuses pour l'environnement. Les grands troupeaux de bovins appartenant aux Karamajongs sont cause de surpâturage et d'érosion du sol dans le nord-est de l'Ouganda où les jeunes arbres et la couverture herbacée sont déracinés avant de pouvoir se développer. La détérioration du réseau routier, notamment dans le nord du pays, a contribué aux effets négatifs de l'érosion sur le milieu environnant où les petits barrages, les bassins versants, les canaux, les fossés et autres structures de gestion de l'eau sont pratiquement inexistantes. Les infrastructures rurales et le reboisement sont les principales activités de redressement proposées dans le cadre de la présente IPSR.

### Parité hommes-femmes

12. Les ménages dirigés par des femmes et leurs personnes à charge sont désavantagés sur le plan socio-économique, comme en témoigne l'IDH des hommes, qui est de 0,504 soit 136 pour cent au-dessus de l'IDH des femmes qui est de 0,372. Au niveau national, près de 29 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes, cette proportion atteignant près de 53 pour cent dans les districts du nord-est de Kotido et de Moroto et 44 pour cent dans les districts dévastés par les conflits de Gulu et de Kitgum, dans le nord du pays. Les femmes produisent plus de 80 pour cent des denrées alimentaires du pays, mais ne contrôlent que 16,3 pour cent des exploitations agricoles de l'Ouganda, dont la plupart mesurent moins d'un



hectare. Contrairement aux hommes, elles doivent répondre à des demandes concurrentes sur leur temps de travail, étant chargées principalement (82 pour cent) de la gestion du ménage, de l'éducation des enfants, de la préparation des repas, des soins aux malades et aux personnes âgées, de la santé et du bien-être de la famille.

13. L'exclusion des femmes de l'économie de rapport les empêche d'accéder à l'éducation et aux services sociaux et de vulgarisation agricole et de participer aux groupes formels et aux forums décisionnels. Dans les zones rurales, cinq pour cent uniquement des femmes reçoivent l'attention voulue des agents de vulgarisation ou de santé, 18 pour cent participent à des groupes de femmes et à peine deux pour cent sont membres de coopératives agricoles. Du fait de leur lourde charge de travail et de leur isolement, les femmes, en général, ignorent pratiquement tout de la santé, de la nutrition et de l'hygiène, et sont donc confrontées à des problèmes de santé plus importants que les hommes. Au niveau national, 45 pour cent des femmes de plus de 15 ans sont alphabétisées, chiffre qui tombe à 27 pour cent dans le nord de l'Ouganda et, à six pour cent seulement dans le nord-est. L'alphabétisation, ou son insuffisance, est en étroite corrélation avec les niveaux de nutrition et de bien-être familial, notamment avec les taux de mortalité des nourrissons et des enfants de moins de cinq ans, ainsi qu'avec l'incapacité des femmes à rivaliser efficacement avec les hommes dans l'économie de rapport hors exploitation.

### Aide du PAM à ce jour

14. Les évaluations effectuées par l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM montrent un régime très net de carence alimentaire et de pauvreté chroniques dans le nord et dans l'ouest de l'Ouganda, régions dans lesquelles le PAM a concentré ses activités. Une opération prolongée de secours et une opération d'urgence sont en cours dans le nord et dans l'ouest du pays, à savoir: IPS 5623.01 "Aide aux Soudanais réfugiés en Ouganda" et opération d'urgence 5816.02 "Aide aux personnes déplacées en Ouganda".
15. Un ensemble de mesures ont été prises afin de mieux adapter les programmes du PAM aux problèmes sexospécifiques. Les partenaires d'exécution s'obligent, par le biais de lettres d'entente, à respecter les politiques et procédures du PAM en matière de parité hommes-femmes ainsi que ses Engagements en faveur des femmes. Plusieurs ateliers ont été organisés en 1998 et en 1999 afin de sensibiliser le personnel du PAM, des organisations non gouvernementales (ONG) et du gouvernement aux besoins particuliers des différents groupes vulnérables et de dispenser une formation sur les techniques d'évaluation différenciée par sexe. En 1999, ces ateliers ont été complétés par des évaluations des besoins qui ont donné aux formateurs et au personnel une expérience pratique tout en fournissant des informations permettant d'améliorer la cartographie et le ciblage de la vulnérabilité. L'enquête de référence sexospécifique du PAM (août 1999), présente des mesures de suivi, des modules de formation et des activités rémunératrices tenant compte des disparités entre les sexes pour améliorer le ciblage des femmes.
16. Avant mars 1999, le PAM et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) étaient les seules institutions actives dans les zones d'installation des PDI et de conflit. Leur étroite coordination a facilité le passage des activités de soin et d'entretien à celles de redressement, les vivres du PAM servant à la subsistance et évitant la consommation des semences distribuées par le CICR. La sécurité s'étant depuis améliorée, les ONG ont pu accéder aux zones situées en dehors des municipalités de Gulu et de Kitgum, ce qui a permis au PAM de créer des partenariats pour élargir son champ d'action et améliorer son impact. La réussite du programme de distribution de semences et d'outils du CICR, en même temps que le rapatriement et la réinstallation dans le nord de l'Ouganda, et les activités rémunératrices



appuyées par les ONG, ont permis de réduire en partie la distribution alimentaire générale en faveur des activités de redressement. Grâce aux ressources alimentaires ainsi économisées, les opérations actuelles du PAM seront prolongées jusqu'au démarrage de l'IPSR proposée au 1er avril 2000. Le PAM a pu réduire son aide alimentaire grâce au calendrier et à l'impact des distributions d'intrants agricoles du CICR.

### Justification de l'IPSR

17. Plusieurs enquêtes<sup>1</sup> et évaluations menées par le PAM, le HCR et des ONG ont confirmé qu'il fallait poursuivre l'aide alimentaire en faveur des réfugiés soudanais et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. La Banque mondiale et le Gouvernement de l'Ouganda prévoient d'investir plus de 110 millions de dollars au titre du Programme de reconstruction du nord de l'Ouganda, mais il faudra plusieurs mois avant que le programme puisse démarrer et deux ans avant qu'il ait un impact mesurable sur la production vivrière, la commercialisation et les revenus. Par ailleurs, les enquêtes confirment que la malnutrition reste répandue même si un nombre croissant de personnes réussissent à compléter leurs rations grâce à de petits jardins potagers. Les ONG ayant un accès plus facile, le nombre de personnes dirigées vers les centres d'alimentation supplémentaire a augmenté, tandis que les enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) confirment que les actifs, les revenus et les semences des familles sont totalement épuisés en l'absence de distribution régulière de produits alimentaires.
18. **Liens avec le programme de pays du PAM.** La présente IPSR complétera le programme de pays du PAM en ciblant les réfugiés, les PDI et d'autres groupes vulnérables non couverts par les ressources limitées prévues pour le développement dans le cadre de ce programme. Alors que ce dernier prend en compte les besoins de développement à long terme des pauvres dans les zones de conflit, la présente IPSR sera axée sur les besoins immédiats des populations sortant du conflit, notamment sur le maintien de normes alimentaires de base et sur l'apport d'une formation de base et d'infrastructures pour faciliter la réinstallation.

## POLITIQUES ET PROGRAMMES DE REDRESSEMENT DU GOUVERNEMENT

### Les coûts de l'ajustement structurel et de l'insécurité

19. Les mesures d'ajustement structurel ont eu des coûts sociaux importants. Du fait de la rigueur de la politique fiscale et de la baisse des dépenses publiques, le financement des services de base, notamment dans le secteur agricole, a été insuffisant. La réduction du nombre de soldats et de fonctionnaires a créé de nouvelles catégories de pauvres, avec des répercussions dans l'ensemble du système familial élargi. La décentralisation du gouvernement à l'échelon du district a permis d'améliorer la représentation politique et de renforcer l'autonomie dans les zones rurales mais n'a pas été accompagnée de systèmes adéquats de justification et de contrôle. Le recouvrement de l'impôt au niveau du district ne fait que commencer et les recettes sont très insuffisantes pour couvrir les énormes coûts du

<sup>1</sup> Mission conjointe PAM/HCR d'évaluation des besoins alimentaires 31 mai–12 juin 1999; Enquête d'autonomie pour les zones d'accueil des réfugiés, PAM, HCR, Gouvernement de l'Ouganda, mars 1999; Enquête de l'économie des ménages, *Save the children Fund*, juillet 1998; enquêtes nutritionnelles, Action contre la Faim (ACF) février 1998–juillet 1999, et *Food Security Assessment: Understanding Vulnerability in the Gulu/Kitgum Context June 1999* (Évaluation de la sécurité alimentaire: comprendre la vulnérabilité dans le contexte de Gulu/Kitgum, juin 1999).



développement rural, notamment dans les districts les plus reculés et dévastés par le conflit où la base économique s'est effritée et où les troubles civils sont de ce fait plus graves.

L'apparition des groupes rebelles a entraîné de lourdes dépenses militaires, ce qui a encore aggravé les difficultés du gouvernement à fournir des investissements adéquats dans les zones rurales.

20. L'élaboration du Plan d'action pour éradiquer la pauvreté, la mise en place du Fonds d'action pour la pauvreté, les Perspectives Ouganda 2025 et le plan de modernisation de l'agriculture représentent des réponses novatrices à la pauvreté et au déséquilibre de la croissance régionale. La mise en œuvre de ces programmes est cependant lourdement tributaire des investissements privés et de l'appui des donateurs et des ONG, qui manque souvent dans les zones de conflit et, ironiquement, durant la phase d'urgence, quand les investissements peuvent être un facteur déterminant de stabilisation et éviter la réapparition de situations de crise. Les flux d'investissement et d'aide ont surtout été dirigés vers le sud de l'Ouganda, élargissant encore les écarts entre le nord et le sud, et entre les villes et les campagnes.

### **Programmes de lutte contre la pauvreté et stratégies alimentaires**

21. Le programme de pays du PAM et la présente IPSR appuient le Plan d'action pour l'éradication de la pauvreté et la stratégie alimentaire nationale. Cette dernière prend en compte les disparités régionales et accorde une haute priorité à l'accroissement des revenus provenant de l'agriculture et des investissements dans les infrastructures rurales, l'éducation, la santé, la vulgarisation agricole et autres services. Elle se propose également de réduire la mortalité infantile, de porter l'attention voulue aux groupes vulnérables et à la bonne gestion des affaires publiques.
22. La remise partielle de la dette extérieure de l'Ouganda et la hausse du soutien bilatéral ont permis d'accomplir certains progrès sur le front social. Depuis janvier 1997, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires a augmenté de 166 pour cent et est passé de 2,9 millions à 4,8 millions, notamment dans les zones rurales. Conscient des besoins particuliers des femmes et des enfants, le gouvernement a créé un Ministère de la condition féminine et du développement communautaire et, en juin 1998, un Ministère de la préparation aux catastrophes et des réfugiés chargé de prévoir et de coordonner les activités de secours humanitaire. Le gouvernement préconise un ciblage adéquat de l'aide afin de répondre aux besoins à court et à long termes des réfugiés, des personnes déplacées ou qui vivent dans des zones à déficit alimentaire chronique.
23. Signataire de la Convention des Nations Unies pour les réfugiés, le Gouvernement de l'Ouganda est conscient de ses responsabilités en ce qui concerne les besoins essentiels des réfugiés et des personnes déplacées. Il a continué à identifier des terres agricoles et à réinstaller les réfugiés et les PDI dans des zones sûres. Il s'est attaché tout particulièrement à ce que des terres soient affectées aux veuves ou aux femmes réfugiées séparées et aux ménages dirigés par des femmes, conformément à sa politique en faveur des femmes, dans le cadre du Ministère de la condition féminine et du développement communautaire, et à ses efforts incessants visant à l'autosuffisance des réfugiés. Toutefois, la situation financière du gouvernement ne lui permet pas d'assumer complètement les coûts de la réadaptation des réfugiés et des PDI. Le gouvernement a donc demandé au PAM de continuer à fournir une aide alimentaire et à subventionner les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) jusqu'à ce que les bénéficiaires deviennent autonomes.



## STRATEGIE DE REDRESSEMENT

### Besoins des bénéficiaires

24. Malgré des sols fertiles, des conditions météorologiques favorables et la croissance économique qui règnent dans le pays, plus de la moitié de la population ne dispose pas d'un accès suffisant à la nourriture. Selon les résultats de l'enquête démographique et sanitaire de 1995, 52 pour cent de la population vit dans des districts où la consommation journalière (2 070 kcal) est inférieure au seuil de pauvreté alimentaire ou à l'apport énergétique quotidien minimum de 2 100 kcal par personne et par jour fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS); 48 pour cent seulement de la population est à même de satisfaire ce besoin. Compte tenu du rapport taille pour âge, près de 38 pour cent des enfants de moins de quatre ans présentent un retard de croissance, signe d'une consommation excessive d'aliments à faible teneur protéique, comme les bananes, les patates douces et le manioc. D'autres facteurs contribuent à ce retard de croissance, notamment des épisodes fréquents de malaria, de diarrhée ou de rougeole, le sevrage inadéquat et une augmentation de la charge de travail des femmes qui se traduit par une réduction du temps consacré à l'allaitement au sein et aux soins des enfants.
25. Le retard de croissance et la malnutrition sont très fréquents dans les districts de l'ouest et du nord. Plusieurs enquêtes sur l'économie alimentaire des ménages et évaluations des besoins alimentaires ont confirmé que les taux de malnutrition sont généralement bas dans les zones où les réfugiés et les personnes déplacées ont un accès total ou partiel à la terre et dans les zones d'installation qui reçoivent une ration alimentaire complète. La malnutrition se situe entre modérée (15 pour cent) et forte (20 pour cent) dans les zones qui restent peu sûres ou inaccessibles. L'évaluation de la sécurité alimentaire à Gulu/Kitgum et la mission conjointe PAM/HCR d'évaluation des besoins alimentaires montrent que l'insécurité n'est que l'un des facteurs limitants de la sécurité alimentaire des ménages. L'instabilité des conditions météorologiques et le manque d'intrants agricoles, d'installations commerciales et d'infrastructures routières et hydrauliques sont également des facteurs déterminants pour l'accès aux vivres et leur disponibilité.
26. Les opérations en cours montrent que même les réfugiés et les PDI qui ont réussi à se réinstaller ont besoin d'une aide alimentaire et non alimentaire pour reconstituer leurs moyens de subsistance et pour renforcer et restaurer leurs communautés, en particulier pendant les périodes transitoires où le champ d'action et les capacités de livraison des ONG sont à de faibles niveaux. Ce besoin devient aussi important que pendant la phase initiale d'urgence car les personnes reviennent pour remettre en état leurs exploitations et sont confrontées avec des problèmes de terres non cultivées et envahies, de chômage, de chocs climatiques et autres, nouveaux obstacles à leur survie. Les programmes du PAM visant à remettre en état les infrastructures ont été particulièrement efficaces pour assurer un accès aux produits alimentaires pendant les périodes de réinstallation lorsqu'aucune autre source de revenu ou de nourriture n'est disponible.
27. Les bénéficiaires des programmes prolongés de secours seront notamment les réfugiés et les PDI dans des zones d'installation. Ces groupes devraient continuer à s'installer progressivement sur de nouvelles terres ou retourner sur leurs exploitations; on estime ainsi que le nombre de ceux ayant besoin de rations alimentaires, à des degrés variés, diminuera et passera de 861 000 en 1999 à 498 000 la première année et à 325 000 la seconde année lorsque l'IPSR, compte tenu des ressources disponibles et des besoins évalués, devra être remplacée par des projets d'ouvrages d'infrastructure, d'alimentation scolaire, de formation



professionnelle et d'alphabétisation fonctionnelle. La part des activités de redressement passera de 13 pour cent à 70 et 80 pour cent d'ici la deuxième année de l'IPSR. Environ deux tiers des ressources affectées au redressement cibleront les femmes, les associations de femmes et les filles.

28. L'aide au redressement et au relèvement concernera 178 000 personnes pendant la première année et 255 000 la seconde année. On estime que, pendant la première année de la présente IPSR, les projets vivres-contre-travail (VCT) concerneront 60 000 personnes et ceux d'alphabétisation fonctionnelle des adultes et de formation 6 000 personnes. Le nombre total de bénéficiaires de VCT et de formation devrait atteindre 94 000 pendant la seconde année de ces projets à mesure qu'ils progressent et reçoivent des apports complémentaires. Les bénéficiaires feront partie des segments les plus vulnérables des communautés de réfugiés et de personnes déplacées, notamment les ménages dirigés par des femmes avec des taux élevés de personnes à charge ; les personnes veuves et les rapatriés sans soutien familial, sans terre ou sans main-d'œuvre d'appoint; et les agriculteurs de subsistance ou tributaires des pluies qui souhaitent bénéficier d'une formation en dehors des campagnes agricoles et créer des associations d'agriculteurs. Ceux qui participent aux activités VCT recevront quatre rations à emporter pour chaque journée de travail surveillé/contrôlé. Les participants aux activités vivres pour la formation recevront deux rations par jour.
29. En ce qui concerne la composante redressement, les bénéficiaires d'institutions sociales comprendront notamment 3 000 rapatriés de la République démocratique du Congo, des combattants démobilisés et des enfants traumatisés/kidnappés; 6 000 enfants souffrant de malnutrition, de mères enceintes ou allaitantes; et 3 000 orphelins aidés par *World Vision*, *Gulu Save the Children Organization*, et plusieurs autres ONG et organisations locales. L'aide alimentaire sera également fournie à 100 000 élèves d'écoles primaires la première année et 150 000 la seconde année, ce qui permettra de cibler cette strate particulièrement vulnérable de la population et de garantir une fréquentation régulière pendant que les écoles sont reconstruites.

### Le rôle de l'aide alimentaire

30. En l'absence d'investissements, d'emplois et de pouvoir d'achat dans les districts marginalisés et les zones de conflits, l'aide alimentaire fournira un soutien nutritionnel très nécessaire aux familles confrontées à des pénuries alimentaires chroniques. Ressource rare et de valeur, l'aide alimentaire encouragera les parents à envoyer leurs enfants à l'école et améliorera la nutrition et les capacités d'acquisition de connaissances des enfants. L'aide alimentaire du PAM complétera les activités de relèvement en fournissant des incitations à ceux qui participent aux programmes locaux et à la création d'actifs durables. Elle accélérera le redressement en permettant aux ménages et institutions de consacrer une part plus importante de leurs budgets limités aux besoins de santé de base, aux intrants agricoles et autres investissements pour leur sécurité alimentaire. L'aide alimentaire a pour but de faciliter la réinstallation et le rapatriement des réfugiés et le retour des PDI chez eux en fournissant les moyens de subsistance nécessaires jusqu'à ce qu'ils retrouvent une autosuffisance alimentaire. Soixante-cinq à 70 pour cent des ressources de redressement, au moins 50 pour cent des ressources d'éducation et au moins 30 pour cent des résultats/actifs obtenus par les activités VCT seront affectés aux femmes, afin de renforcer leur statut, leur pouvoir et leur position économique.



## Modalités d'intervention

31. Le PAM propose cette IPSR d'une durée de deux ans (1er avril 2000–31 mars 2002) afin de:
  - a) améliorer la nutrition et la qualité de vie des plus vulnérables pendant une période transitoire et très délicate de leur vie; b) créer des actifs et favoriser l'autonomie de ces mêmes personnes pendant qu'elles essaient de reconstituer leurs moyens de subsistance et leurs communautés; et c) fournir des moyens prioritaires de subsistance aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.
32. Des ressources plus importantes, notamment investissements publics et privés et aide extérieure, peuvent et doivent être investis dans les zones reculées, marginalisées, instables où la pauvreté et les déficits alimentaires sont généralisés afin de combler les disparités dues à la pauvreté et éviter l'aide d'urgence répétée. Le PAM prévoit de créer des exemples de projets de redressement visant à accroître la confiance et reposant sur l'initiative locale que d'autres organisations pourront imiter et élargir dans le cadre d'une collaboration conjointe. Dans une seconde étape, l'évaluation des besoins déterminera les secteurs clés (eau, agriculture, éducation, etc.) dans les zones de pauvreté où les ressources alimentaires auront un impact immédiat et durable. Troisièmement, l'aide de secours et de redressement ciblera les groupes les plus vulnérables dans chaque district.
33. Le PAM continuera de faire appel sous contrat aux ONG dont la capacité opérationnelle, les compétences techniques et l'expérience dans le pays aideront les activités pour lesquelles des essais concluants ont été réalisés dans le cadre de projets pilotes ou qui sont appuyées par des institutions crédibles disposant de financements adéquats, d'expérience dans le pays et de compétences techniques. Tout aussi important, le PAM s'attachera à ce que toutes les activités soient élaborées, planifiées, présentées et gérées avec la participation active des bénéficiaires.
34. Le PAM œuvrera en faveur des victimes des catastrophes naturelles ou dues à l'homme et s'efforcera de mobiliser les ressources nécessaires pour leur assurer un accès continu aux vivres. A cet effet, il agira pendant et non après la phase d'urgence une fois assuré que les actifs productifs, les emplois et les revenus sont des conditions préalables au retour de la stabilité.

---

## PLAN D'EXECUTION

### Buts et objectifs

35. La présente IPSR contribuera à améliorer la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables en Ouganda tout en créant des actifs sociaux et économiques et des activités rémunératrices afin de renforcer l'autosuffisance. Les objectifs principaux seront les suivants:
  - a) maintenir des normes nutritionnelles et alimentaires minimales chez les groupes de population les plus exposés, notamment les réfugiés, les personnes déplacées et les pauvres qui ont faim dans les zones à déficit vivrier aigu local ou saisonnier;
  - b) favoriser la réinstallation et créer des possibilités d'emploi à court et à long termes débouchant sur l'autonomie et l'autosuffisance alimentaire;
  - c) restaurer l'habitat naturel par le biais de programmes d'infrastructure rurale et de reboisement;
  - d) accroître les taux d'inscription scolaire et d'alphabétisation, notamment en ce qui concerne les femmes et les filles;



- e) fournir des incitations aux pauvres et à ceux qui sont en situation d'insécurité alimentaire afin qu'ils suivent une formation professionnelle et deviennent indépendants;
- f) accroître l'accès des femmes aux ressources, à l'emploi, aux marchés et au commerce.

## PRINCIPALES COMPOSANTES DU PROGRAMME

36. La présente IPSR comprendra deux principales composantes: a) secours prolongé (55 907 tonnes, soit 68 pour cent des ressources totales), et b) redressement (26 821 tonnes, soit 32 pour cent des ressources totales). Par hypothèse, les allocations de ressources en ce qui concerne la composante secours reposent sur un scénario statique selon lequel seul un nombre limité de personnes peuvent se réinstaller sur leurs terres pendant la première année. Au cas où la sécurité s'améliore et où les réinstallations s'accélèrent, les ressources affectées au secours seront transférées aux activités de redressement. Les compétences techniques et l'aide complémentaire sont actuellement suffisantes pour multiplier par cinq les activités de redressement dans des conditions de sécurité favorables.

### Composante A: Secours prolongé

37. Le PAM, le HCR et le Gouvernement de l'Ouganda ont lancé, pour une durée de quatre ans la "Stratégie d'autonomie destinée aux zones accueillant des réfugiés: 1999–2003", qui est en liaison avec le bilan commun de pays des Nations Unies, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et le Cadre global de développement de la Banque mondiale. La stratégie d'autonomie recommande d'insérer les réfugiés dans le processus normal de développement et dans les plans de développement de district auxquels le gouvernement et des donateurs doivent allouer des fonds supplémentaires destinés aux réfugiés. La présente IPSR couvrira la part la plus active de la phase d'exécution au cours de laquelle les réfugiés et la population d'accueil recevra des intrants agricoles ainsi qu'une formation afin de pouvoir être utilement employés. A mesure que les réfugiés et les pauvres locaux passent de la dépendance alimentaire à l'autonomie, les rations alimentaires générales diminueront en même temps que les activités de VCT et de formation sont mises en place. Actuellement, le PAM nourrit 170 000 réfugiés soudanais au titre de l'IPS 5623.01. Dans le cadre de la présente IPSR, le PAM couvrira les besoins alimentaires de 130 000 réfugiés la première année et d'environ 60 000 la seconde année, avec des rations réduites. Le nombre des réfugiés a été estimé par la mission conjointe PAM/HCR d'évaluation des besoins alimentaires menée en juin 1999. Le PAM, le HCR et le gouvernement ont convenu d'un calendrier de retrait progressif de la distribution générale de produits alimentaires d'ici le milieu de 2002.

38. Dans le cadre de l'opération d'urgence 5816.02, le PAM fournit actuellement une aide alimentaire, à des degrés variés, à 320 000 PDI vivant dans des zones protégées au sein des districts de Gulu et de Kitgum, au nord du pays. Le maintien de la sécurité ces derniers mois a encouragé la plupart des PDI de Kitgum à retourner chez elles pendant la journée pour exploiter leur terre; ils devraient se réinstaller d'ici le démarrage de la présente IPSR. On estime qu'environ 130 000 PDI auront besoin de produits alimentaires, à des degrés divers, en 2000. Le maintien de la sécurité devrait encourager environ 120 000 PDI à rentrer chez elles d'ici la seconde année, et on estime à 10 000 ceux qui resteraient dans les agglomérations commerciales parce qu'ils ont été séparés de leur famille pendant ce déplacement prolongé, ou que de nouvelles possibilités d'emploi leur sont offertes et ou encore que des poches d'insécurité subsistent dans leurs lieux d'origine. Ceux qui peuvent se réinstaller recevront un colis de réinstallation de trois mois et auront la possibilité de participer aux activités VCT en



dehors de la campagne agricole. Il convient cependant de noter que la situation géopolitique et militaire reste incertaine et qu'une seule incursion rebelle pourrait entraîner le déplacement spontané de l'ensemble des PDI réinstallées, ce qui obligerait à reprendre l'aide d'urgence.

39. En novembre 1999, quelque 133 000 personnes déplacées dans les districts de Kasese (35 000) et de Bundibugyo (98 000) étaient tributaires de l'aide alimentaire extérieure pour 80 pour cent de leurs besoins. Dans le cadre de l'IPSR, le PAM continuera de fournir une aide de secours aux personnes déplacées se trouvant dans le district de Bundibugyo pendant deux à trois campagnes ou jusqu'à ce que les conditions de sécurité et le programme de distribution de semences du CICR leur aient permis de retrouver une autonomie alimentaire. La zone reste cependant instable et nécessite une surveillance étroite. Du fait de l'éloignement du district, de son insécurité et du terrain dangereux, le PAM devra établir un bureau auxiliaire dans la ville de Bundibugyo avec un équipement radio HF/VHF et un système de communication par courrier dans les zones reculées afin de pouvoir communiquer régulièrement avec les chefs de convoi, avec les entrepôts à Fort Portal et avec le bureau du PAM à Kampala.

### Composante B: Activités de redressement

40. La sécurité s'étant améliorée depuis mars 1999, les agences gouvernementales et les ONG ont pu accéder aux zones de réinstallation des personnes déplacées et aux anciennes PDI qui sont depuis retournées dans leurs communautés. Les ressources alimentaires disponibles au titre de l'opération d'urgence 5816.02 ont pu ainsi être utilisées efficacement comme incitation pour la formation et l'emploi de PDI dans des travaux communautaires à forte intensité de main-d'œuvre. Dans les districts du nord à déficit alimentaire, les vivres du PAM constituent une forte incitation pour les pauvres locaux ainsi que pour les PDI et les réfugiés. Le PAM a récemment effectué un examen préalable technique de plus de 440 propositions de projets VCT/vivres pour la formation émanant de groupes bénéficiaires et de partenaires crédibles. Les programmes en cours ont été jugés "exceptionnellement bien conçus, appuyés et supervisés" et la grande majorité des activités proposées ont été considérées comme "techniquement réalisables, et rationnelles sur les plans socio-économique et écologique".
41. L'enthousiasme a été accompagné des apports complémentaires, ce qui fait que les projets ont été bien conçus et réussis, avec un effet de démonstration important. Dans le cadre de la présente IPSR, le PAM augmentera les ressources affectées aux projets vivres-contre-travail et vivres pour la formation à mesure que la distribution générale de produits alimentaires est éliminée. L'objectif immédiat sera de traiter les problèmes fondamentaux de la sécheresse, des inondations et du déboisement, ainsi que les déficits alimentaires, le chômage et l'instabilité associée qui sont à l'origine de fréquentes catastrophes dues à l'homme et des interventions de secours répétées et onéreuses. Pour être admissibles, les projets doivent remplir les critères énoncés dans le document directif du PAM "L'aide alimentaire: favoriser le développement" (WFP/EB.A/99/4-A). Les projets devront indiquer les moyens spécifiques utilisés pour créer chez les bénéficiaires la capacité d'adaptation nécessaire pour faire face aux catastrophes répétées et démontrer qu'ils disposent d'un appui non alimentaire adéquat, notamment en ce qui concerne les compétences techniques. Afin d'assurer l'intérêt des bénéficiaires pour les projets et leur réussite, le PAM a stipulé que les bénéficiaires doivent participer activement à l'identification et la planification des projets, les femmes devant compter pour au moins 50 pour cent dans tous les comités de projet.
42. La composante relèvement/VCT concernera directement 15 000 travailleurs et leurs familles (60 000 personnes) la première année et 20 000 travailleurs (80 000 personnes) la seconde année. Chaque participant travaillera en moyenne 120 jours par an pendant les périodes de soudure en dehors des campagnes agricoles et recevra une ration par journée de travail pour



quatre membres de la famille. En outre, 10 000 personnes au total (3 000 la première année et 7 000 la seconde année) recevront une petite allocation alimentaire pour leur permettre d'assister à des activités de formation pendant 60 jours par an en matière d'alphabétisation fonctionnelle et de production, de nettoyage, d'entreposage, d'emballage et de commercialisation des produits alimentaires. Chaque stagiaire recevant une ration pour deux personnes, près de 20 000 personnes bénéficieront de cette aide. Les activités de redressement cibleront tout d'abord les femmes pauvres ou désavantagées (65 à 70 pour cent), les combattants démobilisés, les enfants ayant été kidnappés et les petits agriculteurs désireux d'acquérir de nouvelles compétences. La majorité des programmes de redressement existants ont été conçus par des femmes pour des femmes et tiennent compte du temps et des ressources qu'elles peuvent y consacrer. Les activités ciblant spécifiquement les femmes comprennent la création de pépinières, la plantation d'arbres et leur entretien, la multiplication de semences/manioc, l'alphabétisation fonctionnelle et la formation, ainsi que la formation pour les associations agricoles et commerciales de femmes en matière de production vivrière, de pisciculture et d'entreposage, de transformation et de commercialisation de produits alimentaires.

43. **Santé maternelle et infantile:** Dans le cadre de la présente IPSR, l'aide alimentaire sera fournie pour encourager les femmes et les enfants à demander les soins médicaux appropriés, à participer aux activités de formation de base en matière de santé et de nutrition et à les nourrir lorsqu'ils sont malades.
44. **Enfants abandonnés et orphelins:** Le conflit dans le nord de l'Ouganda ainsi que le virus du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA), sont la cause du nombre disproportionné d'enfants abandonnés et d'orphelins. Nombre d'entre eux ont été absorbés dans le système familial élargi et vivent avec des parents ou des amis. Dans le cadre de la présente IPSR, des produits alimentaires seront fournis à quelque 3 000 enfants vivant dans des orphelinats ou d'autres institutions où ils reçoivent une éducation de base et une formation professionnelle.
45. **Alimentation scolaire d'urgence:** Les taux de fréquentation et d'alphabétisation des enfants réfugiés ou déplacés dans Arua, Moyo, Adjumani, Gulu et Kitgum sont très en dessous des moyennes nationales. La plupart des enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays manquent d'équipements ou de matériels scolaires adéquats depuis le milieu de 1996, et leurs résultats aux examens sont très médiocres par rapport aux autres régions du pays. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), Redd Barna, la Banque mondiale et le PAM appuieront les activités visant à reconstruire les écoles endommagées pendant le conflit et à augmenter le nombre de classes compte tenu du nombre croissant d'enfants en âge scolaire. Des liaisons seront maintenues avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) afin de garantir la disponibilité des programmes et autres apports éducatifs et d'éviter que les écoles soient réduites à des centres d'alimentation.
46. Les enquêtes nutritionnelles révèlent que les enfants des écoles primaires sont plus vulnérables en période de pénurie alimentaire. La fourniture de repas chauds aux enfants permettra de garantir qu'ils reçoivent une nourriture adéquate et que les enfants soldats ou ayant été kidnappés soient réinsérés dans la société. Dans le cadre de l'opération d'urgence 5816.02, quelque 51 000 enfants des écoles primaires reçoivent actuellement une alimentation scolaire d'urgence. Avec la présente IPSR, 100 000 enfants au total participeront la première année; ce nombre passera et se stabilisera à 150 000 la seconde année. Les enfants cultiveront des légumes dans les potagers scolaires et planteront et entretiendront des manguiers le long de toutes les routes d'accès aux écoles, dans le cadre de leurs programmes scolaires, afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Environ 42 pour cent des enfants qui



participent actuellement au programme d'alimentation scolaire sont des filles. Le nombre d'enfants se réinstallant en même temps que leur famille augmentant, il n'est donc pas exclu que le taux de fréquentation des filles diminue du fait des exigences domestiques et qu'il faille d'autres incitations pour assurer leur présence à l'école. L'objectif est d'atteindre la parité entre les garçons et les filles au niveau de la fréquentation et de l'inscription scolaires.

### Renforcement des capacités

47. Le renforcement des capacités reste une priorité stratégique et visera les groupes de femmes et les associations de petits agriculteurs. Les activités de formation seront assurées par quatre ONG et axées sur la sécurité alimentaire, la production et la commercialisation des produits alimentaires. Le renforcement des capacités aura également pour but de relever les compétences du personnel de contrepartie locale dans le Ministère de la préparation aux catastrophes et des réfugiés ainsi que celui de la condition féminine et du développement communautaire. Ce dernier recevra une formation en matière d'évaluation rurale participative et rapide; de critères de ciblage et de programmation des activités de secours et de relèvement; de suivi et d'évaluation; et de la prise en compte des questions sexospécifiques dans la planification des programmes. Les activités de formation concerneront le personnel du PAM et celui de contrepartie et comprendront la constitution d'équipes et l'application pratique des compétences acquises dans les situations opérationnelles sur le terrain. Ce même personnel participera directement aux évaluations ultérieures, telles que la dernière enquête de référence différenciée par sexe menée par les agents du PAM et le personnel de contrepartie.

### Niveau des rations et assortiment alimentaire

48. Les rations alimentaires de la présente IPSR sont basées sur celles utilisées dans les opérations en cours et les activités de même nature, ajustées en fonction des études de sécurité alimentaire à long terme, des enquêtes nutritionnelles trimestrielles et des récentes évaluations des approvisionnements et des récoltes menées par le PAM, le HCR et les ONG. Les rations alimentaires déterminées pour la présente IPSR prennent en compte les revenus des ménages, les actifs, les mécanismes d'adaptation, la production vivrière, le troc alimentaire et autres éléments ayant une incidence sur la disponibilité des produits alimentaires et des revenus au niveau des intéressés. Les rations alimentaires des différents groupes de bénéficiaires de cette IPSR figurent en annexe III.

### Dispositions institutionnelles et partenariats

49. En ce qui concerne l'exécution des interventions de secours et de redressement, le PAM collabore actuellement avec quatre ministères compétents, neuf comités de secours de district, sept institutions des Nations Unies (HCR, PAM, la Banque mondiale, l'UNICEF, le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNESCO), huit ONG internationales et 17 ONG nationales et organisations locales. Le PAM recommande le maintien des dispositions de collaboration existantes en matière de planification et d'exécution de projet avec la communauté internationale de donateurs, les ONG et les gouvernements de districts. Le PAM obtiendra un impact et un coût-efficacité optimum en mettant en commun les ressources avec les partenaires d'exécution et en concentrant ses efforts sur les zones où la pauvreté et les déficits alimentaires sont les plus graves.
50. Les demandes d'aide émanent des associations et des communautés au niveau du village et du sous-comté et sont examinées par les comités de secours de district et les bureaux de terrain



du PAM. Les propositions sont consolidées dans des plans à l'échelle du district ou envoyées séparément au Ministère de la préparation aux catastrophes et des réfugiés et autres ministères compétents, avec copie au Ministère des finances et de la planification économique, qui supervise toute l'aide extérieure de secours et de redressement en Ouganda. Ce dernier reçoit souvent une aide des Nations Unies pour regrouper les propositions et fournir des informations supplémentaires.

51. Des réunions bi-mensuelles et *ad hoc* de l'Equipe de gestion des interventions consécutives aux catastrophes des Nations Unies, présidées par le Coordonateur résident des Nations Unies, permettent de faire un examen plus approfondi des demandes, de déterminer les déficits de ressources et d'élaborer des plans d'urgence, de mise en place anticipée et de distribution. Les problèmes soulevés par l'Equipe de gestion des catastrophes sont exposés à la réunion mensuelle des chefs de secrétariat des institutions des Nations Unies et à la communauté internationale lors de réunions mensuelles de donateurs et de donateurs de sous-secteur et par le biais d'une mise à jour mensuelle du OCHA. Les questions de sécurité sont communiquées par courrier électronique à tous les chefs de secrétariat des institutions des Nations Unies et aux organismes donateurs, et sont gérées par l'Equipe de gestion de la sécurité des Nations Unies, avec l'appui du Coordonateur des mesures de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (UNSECOORD).

#### ACTIVITÉS DE REDRESSEMENT BÉNÉFICIAINT DU SOUTIEN DU PAM PAR DISTRICT ET PARTENAIRE COLLABORATEUR

Activité	Lieu	Partenaires collaborateurs
Routes principales/d'accès	Tous les districts	Banque mondiale, Gouvernement de l'Ouganda, Service de secours catholique, <i>World Vision</i>
Puits, barrages de vallée, réservoirs, canaux	Kitgum, Gulu, Kotido, Moroto Moyo	Gouvernement de l'Ouganda, <i>World Vision</i> , CARE, ACF, <i>Hunger Alert</i> , <i>WindRain</i> , <i>WaterAid</i> , Oxfam, AAH, DED, MSF
Multiplication de semences, parcelles de manioc résistant à la sécheresse et aux virus	Arua, Moyo, Kitgum, Gulu	Service de secours catholique, <i>Hunger Alert</i> , AVSI, ACORD, Gouvernement de l'Ouganda, AAH, DED, <i>World Vision</i> , FAO
Etangs d'élevage/pisciculture	Gulu, Kitgum	ACORD, <i>Hunger Alert</i> , Gouvernement de l'Ouganda
Reboisement, bois de feu, manguier	Tous les districts	Ecoles de district, Gouvernement de l'Ouganda, HCR, FAO, ACORD
Magasins de produits alimentaires	Sous-comtés	Banque mondiale, <i>World Vision</i> , ACORD, AVSI, Gouvernement de l'Ouganda, FLM, AHA
Construction d'écoles	Gulu, Kitgum	NRC, Banque Mondiale, UNICEF, Gouvernement de l'Ouganda
Formation en entreposage et commercialisation des produits alimentaires	Tous les districts	FAO, ACORD, TECHNOSERVE, IDEA, <i>World Vision</i> , DED, Service de secours catholique, Gouvernement de l'Ouganda
Alphabétisation fonctionnelle des adultes	Tous les districts	HCR, DED, UNICEF, NRC, Gouvernement de l'Ouganda, <i>World Vision</i>
Formation du personnel du ministère à l'évaluation rapide, ACV	Kampala et districts	FAO, PAM, FEWS, PNUD, Ministère de la préparation aux catastrophes et des réfugiés, Ministère de la condition féminine et du développement communautaire



## Logistique

52. Les importations d'aide alimentaire arriveront au port de Mombasa d'où elles seront acheminées par voie ferrée aux entrepôts centraux à Kampala et Tororo puis aux points de livraison avancés (PLA) de Gulu, Kitgum, Adjumani, Fort Portal, Arua, Moyo, Kotido et Moroto. L'insécurité continuera de gêner l'accès et l'exécution pendant une période indéfinie. L'approvisionnement irrégulier en combustibles et en moyens de défense a entraîné des retards et coûts supplémentaires, les convois du PAM devant attendre une protection adéquate. Le budget de l'IPSR prévoit la fourniture de couvertures pare-balles, de matériel de radio et d'autres articles non alimentaires jugés nécessaires pour protéger le personnel et l'équipement.
53. La mise en place du Système de suivi des produits de l'aide alimentaire dans tous les bureaux auxiliaires a renforcé la capacité et l'efficacité du personnel de terrain à suivre les mouvements des produits alimentaires depuis les entrepôts de Kampala jusqu'aux PLA et aux points de distribution finale. Tout en assurant que les vivres ne seront distribués qu'en présence de surveillants de l'aide alimentaire du PAM, ce système limitera les possibilités de détournements, de coulage et de malversations.

## Suivi et évaluation

54. Le système de suivi et d'évaluation permettra de juger dans quelle mesure les intrants et les activités atteignent les objectifs prévus. Les informations obtenues permettront également d'identifier les problèmes et contraintes et les ajustements à apporter éventuellement aux instruments, aux objectifs et aux activités pendant la mise en œuvre. Le suivi et l'évaluation comporteront des limitations délibérées afin que les informations indispensables soient obtenues au moindre coût. On n'utilisera que des données pertinentes et accessibles et qui peuvent être obtenues et analysées en temps opportun, avec exactitude et sans dépenses excessives, à savoir:

### INDICATEURS DE RÉSULTATS

#### Information générales

Nombre de personnes déplacées par âge/sex  
 Pourcentage de ménages dirigés par des femmes  
 Pourcentage d'enfants de 0-4 ans et de 5-14 ans  
 Pourcentage rapatriés/réinstallés  
 Nombre de groupes de femmes constitués  
 Nombre de femmes participant à la planification de projet

#### Disponibilités alimentaires et capacité d'adaptation

Quantité et prix des vivres commercialisés  
 Consommation alimentaire journalière  
 Ventes de bois/charbon de bois/travail occasionnel  
 Pourcentage de rations alimentaires consommées/vendues

#### Interventions alimentaires

Quantité/type de vivres livrés  
 Fréquence des livraisons/distributions  
 Pourcentage bénéficiant de distributions alimentaires générales, programmes d'alimentation complémentaire  
 Vivres provenant d'autres sources  
 Pourcentage changement suite aux pertes c.a.f  
 Pourcentage des femmes ayant un rôle dans la gestion des produits alimentaires

#### Alimentation complémentaire

Pourcentage de personnes bénéficiant de programmes d'alimentation supplémentaire/soins pré- et postnataux  
 Incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance/taux mortalité  
 Enfants sortant des centres de soin avec prise de poids



**Agriculture/infrastructures rurales**

Superficies cultivées par ménage  
 Pourcentage de modification des rendements par hectare  
 Pourcentage ayant accès à l'eau potable  
 Kilomètres de routes améliorées/entretenués  
 Nombre/hectares bois de feu/arbres fruitiers plantés  
 Nombre barrages/étangs construits  
 Nombre d'écoles reconstruites

**Ecoles primaires**

Pourcentage d'augmentation de l'ensemble des inscriptions  
 Pourcentage femmes inscrites/suivant les cours  
 Pourcentage étudiants dans des classes abritées

**Formation professionnelle/relèvement**

Orphelins, enfants kidnappés ayant terminé leurs études  
 Nombre d'agents de vulgarisation ayant reçu une formation, par sexe  
 Nombre de personnes adoptant/appliquant de nouvelles connaissances, par sexe  
 Pourcentage participation au système de commercialisation locale, par sexe

**Situation générale de la sécurité**

Changement dans la fréquence des incidents  
 Nombre de réinstallés volontaires  
 Changement en pourcentage commercialisation/échanges

55. Le système utilisera également des listes de contrôle, des schémas de rapport et d'autres instruments normalisés afin que les données de sources variées soient cohérentes et comparables. L'utilité et l'efficacité du système de suivi et d'évaluation seront fonction également de la transparence en ce qui concerne la communication des sources et des hypothèses adoptées. Les parties prenantes du PAM entreprendront conjointement des missions d'information et des évaluations/enquêtes afin d'obtenir des données fiables et d'aboutir à un accord sur les problèmes et les solutions. Des indications plus détaillées sur les méthodes de collecte, les indicateurs et la fréquence et le contenu des rapports sont donnés dans les lettres d'entente signées par le PAM et ses partenaires d'exécution avant le démarrage des projets.

## STRATEGIE DE RETRAIT

56. La stabilité relative qui règne dans le nord de l'Ouganda depuis mars 1999 permet d'orienter de plus en plus les interventions sur le redressement et le développement, comme par exemple le programme de pays—Ouganda (WFP/EB.2/99/4), approuvé à la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration en mai 1999. Ce programme de pays est axé sur les besoins de développement des pauvres dans les zones voisines des zones de conflit mais ne comprend pas d'aide aux réfugiés et personnes déplacées; il est donc possible qu'il faille l'élargir en 2003 afin de couvrir les personnes réinstallées grâce à l'aide fournie au titre de la présente IPSR.
57. Il devrait être possible et approprié de supprimer l'aide alimentaire générale fournie aux réfugiés soudanais d'ici la moitié de 2002. Le HCR, le PAM et le bureau du Premier Ministre ont adopté en 1998 une stratégie à long terme visant l'autonomie des réfugiés soudanais dans les districts de Moyo, Arua et Adjumani, situés dans le nord-ouest de l'Ouganda, et reposant sur les expériences des ONG et des bénéficiaires et sur des consultations approfondies avec les représentants des donateurs locaux. La stratégie recommande que le HCR, le Gouvernement de l'Ouganda et les autres organismes des Nations Unies augmentent les intrants agricoles, la formation et les activités créatrices de revenu pendant la période 2000–2003 à mesure que l'aide alimentaire est supprimée au profit d'une alimentation ciblée des groupes vulnérables et des activités VCT dans le cadre de la présente IPSR.



58. Même si le calme relatif qui règne dans le nord de l'Ouganda s'explique difficilement, la paix existe depuis plusieurs mois et devrait se poursuivre. Cependant, après avoir été directement visées et déplacées par les rebelles, après avoir vu 8 000 de leurs enfants kidnappés et après trois ans d'inactivité forcée dans des zones protégées de réinstallation sans source de revenus, il est peu probable que les populations locales fourniront asile et soutien logistique aux insurgés. Ils sont nombreux à avoir exprimé leur enthousiasme à l'idée de rentrer chez eux et de reprendre leurs activités agricoles. La présente IPSR aidera les PDI à se réinstaller et à travailler activement. Celles qui se sont réinstallées agiront comme facteur d'attraction pour encourager les derniers bénéficiaires à suivre leur exemple.
59. La sécurité dans les districts de Bundibugyo et de Kasese, dans l'ouest du pays, s'est fortement améliorée en août et septembre 1999, offrant aux personnes déplacées un accès limité aux vivres. Si l'armée ougandaise maintient sa présence dans la zone et empêche de nouvelles incursions frontalières, il sera possible de supprimer progressivement l'aide alimentaire fournie aux PDI dans l'ouest après la récolte de juillet 2000.

## PROJET DE BUDGET ET INTRANTS NECESSAIRES

60. Les besoins alimentaires de cette IPSR de deux ans (annexe II) s'élèvent à 82 728 tonnes au total pour un coût de 18 041 534 dollars. Les besoins comprennent 65 231 tonnes de céréales (53 150 tonnes de maïs et 12 081 tonnes de farine de maïs), 12 349 tonnes de légumineuses, 3 670 tonnes d'huile alimentaire, 150 tonnes de sucre et 1 328 tonnes de mélange maïs-soja. Le maïs sera apporté dans les rations générales de secours et de redressement, mais la farine de maïs sera fournie par les programmes d'alimentation des groupes vulnérables et ceux d'alimentation scolaire. Les allocations de produits alimentaires selon les districts sont les suivantes: Arua (sept pour cent), Adjumani (11 pour cent), Moyo (trois pour cent), Kitgum (16 pour cent), Gulu (36 pour cent), Moroto (trois pour cent), Kotido (quatre pour cent) et Bundibugyo (20 pour cent).
61. L'essentiel des produits alimentaires de cette IPSR seront importés. Toutefois, sous réserve des disponibilités monétaires du PAM et de la disponibilité de produits alimentaires dans le pays, certains des besoins alimentaires seront achetés sur place. Ces achats locaux renforceront l'efficacité des livraisons et réduiront les coûts de transport. La souplesse permettra de transférer les ressources entre le secours et le redressement en fonction des besoins.

## RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

62. L'IPSR est recommandée à l'approbation du Conseil d'administration.



## ANNEXE I

BESOINS D'APPUI DIRECTS (*dollars*)

<b>Dépenses de personnel</b>	
Personnel international	1 164 000
Volontaires des Nations Unies	116 000
Consultants internationaux et SSA	14 000
Fonctionnaires nationaux	84 000
Personnel local et temporaire	1 463 000
Heures supplémentaires (en dollars seulement)	60 000
<b>Total partiel</b>	<b>2 901 000</b>
<b>Services d'appui technique et formation</b>	
Préparation du projet	63 000
Services techniques consultatifs	10 000
Suivi et évaluation du projet	50 000
Formation	40 000
Evaluation et cartographie de la vulnérabilité	12 000
<b>Total partiel</b>	<b>175 000</b>
<b>Voyage et indemnités journalières de subsistance</b>	
Coût forfaitaire de voyage	58 000
Déplacements intérieurs	460 000
<b>Total partiel</b>	<b>518 000</b>
<b>Dépenses de bureau</b>	
Location des locaux (répartie=95 000/an)	190 000
Services collectifs	68 500
Communications	31 000
Fournitures de bureau	70 000
Réparation et entretien du matériel	40 000
<b>Total partiel</b>	<b>399 500</b>
<b>Véhicules</b>	
Carburant et entretien	172 000
<b>Total partiel</b>	<b>172 000</b>
<b>Matériel</b>	
Véhicules	120 000
Matériel de communication (remplacement 2 ans 6x12 000)	72 000
Equipement informatique	66 000
Mobilier et matériel	42 000
<b>Total partiel</b>	<b>300 000</b>
<b>Autres</b>	
Locaux communs des Nations Unies et administration conjointe Nations Unies (réel)	160 000
Initiatives pour la parité hommes-femmes	20 000
Renforcement de la sécurité	20 000
Plaidoyer	20 000
<b>Total partiel</b>	<b>220 000</b>
<b>TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>4 685 500</b>



## ANNEXE II

## VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits <sup>1</sup>			
– Maïs (groupes vulnérables/alimentation des collectivités)	53 150	161	8 560
– Farine de maïs	12 081	225	2 718
– Légumineuses	12 349	281	3 469
– Huile végétale	3 670	793	2 910
– Mélange maïs-soja	1 328	260	345 216
– Sucre	150	270	40 500
<b>Total produits</b>			<b>18 000</b>
Transport extérieur		97	8 064
Transport terrestre		92	7 632
TIEM		91	7 539
<b>Autres coûts opérationnels directs</b>		<b>13</b>	<b>1 044</b>
<b>Total partiel, coûts opérationnels directs</b>		<b>1990</b>	<b>42 285</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir annexe I pour plus de détails)</b>			
<b>Total partiel, coûts d'appui directs</b>			<b>4 608</b>
<b>Total coûts directs</b>			<b>46 893</b>
<b>C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)</b>			
<b>Total partiel, coûts d'appui indirects</b>			<b>3 659</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>50 552</b>
<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>			<b>50 552</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



## ANNEXE III

**UGANDA IPSR 6176.00—AIDE ALIMENTAIRE NÉCESSAIRE  
PAR COMPOSANTE, GROUPE CIBLE ET RATION**

Composante	Année	Jours	Bénéficiaires	Céréales	Légumi- neuses	Huile	Sucre	Mélange maïs-soja	Total	
<b>Secours prolongé</b>										
Réfugiés	2000/1	365	130 000	18 940	2 847 60	949 20			22 776 480	tonnes gm
	2001/2	365	60 000	8 740	1 314 60	438 20			10 512 480	tonnes gm
PDI Nord	2000/1	365	130 000	14 230	2 847 60	712 15			17 794 375	tonnes gm
	2001/2	365	10 000	1 030	219 60	55 15			1 369 375	tonnes gm
PDI Ouest	2000/1	120	60 000	2 840	432 60	144 20			3 456 480	tons gm
<b>Total</b>			<b>390 000</b>	<b>45 940</b>	<b>7 659 60</b>	<b>2 291 15</b>			<b>55 907</b>	<b>tonnes</b>
<b>Activités de redressement</b>										
Rapatriés/ kidnappés	2000/1	180	3 000	189 350	54 100	14 25	11 20	41 75	309 570	tonnes gm
	2001/2	180	2 000	126 350	36 100	9 25	7 20	27 75	205 570	tonnes gm
Santé maternelle/ infantile	2000/1	365	6 000			55 25	44 20	548 250	647 295	tonnes gm
	2001/2	365	6 000			55 25	44 20	548 250	647 295	tonnes gm
Abandonnés/ orphelins	2000/1	365	3 000	383 350	110 100	27 25	22 20	82 75	624 570	tons gm
	2001/2	365	3 000	383 350	110 100	27 25	22 20	82 75	624 570	tonnes gm
Elèves	2000/1	220	100 000	4 420	1 320 60	330 15			6 050 275	tonnes gm
	2001/2	220	150 000	6 620	1 980 60	495 15			9 075 275	tonnes gm
Relèvement/VCT	2000/1	120	60 000	2 840	432 60	144 20			3 456 1 920	tonnes gm
	2001/2	120	80 000	3 840	576 60	192 20			4 608 1 920	tonnes gm
Vivres pour la formation	2000/1	60	6 000	144 400	22 60	7 20			173 960	tonnes gm
	2001/2	60	14 000	336 400	50 60	17 20			403 960	tonnes gm
<b>Total</b>			<b>433 000</b>	<b>19 240</b>	<b>4 690 60</b>	<b>1 371 15</b>	<b>150</b>	<b>1 328</b>	<b>26 821</b>	<b>tonnes</b>
<b>Total partiel</b>	<b>2000/1</b>		<b>498 000</b>	<b>44 040</b>	<b>8 064 60</b>	<b>2 381 15</b>	<b>77</b>	<b>671</b>	<b>55 285</b>	<b>tonnes</b>
<b>Total partiel</b>	<b>2001/2</b>		<b>325 000</b>	<b>21 140</b>	<b>4 285 60</b>	<b>1 281 15</b>	<b>73</b>	<b>657</b>	<b>27 443</b>	<b>tonnes</b>
<b>TOTAL POUR DEUX ANS</b>				<b>65 180</b>	<b>12 349 60</b>	<b>3 662 15</b>	<b>150</b>	<b>1 328</b>	<b>82 728</b>	<b>tonnes</b>



## ANNEXE IV

VENTILATION DES PRODUITS ET AUTRES COÛTS OPÉRATIONNELS DIRECTS PAR COMPOSANTE
---

Produits	Quantité en tonnes	Coût par tonne en dollars	Valeur totale en dollars
<b>Composante A: Secours prolongé</b>			
Nombre de bénéficiaires: 195 000			
Maïs	45 950	161	7 397
Légumineuses	7 650	281	2 152
Huile végétale	2 290	793	1 822
<b>Total, produits (A)</b>	<b>55 900</b>	<b>203</b>	<b>11 372</b>
<b>Total autres coûts opérationnels directs (A)</b>		<b>7</b>	<b>373 000</b>
<b>Composante B: Redressement/Relèvement</b>			
Nombre de bénéficiaires: 216 500			
Farine de maïs	12 080	225	2 718
Maïs	7 200	161	1 159
Légumineuses	4 690	281	1 317
Huile végétale	1 370	793	1 087
Mélange maïs/soja	1 320	260	345 280
Sucre	150	270	40 500
<b>Total, produits (B)</b>	<b>26 820</b>	<b>249</b>	<b>6 669</b>
<b>Total autres coûts opérationnels directs (B)</b>		<b>27</b>	<b>713 000</b>
<b>Toutes composantes confondues</b>			
Nombre de bénéficiaires: 411 500			
<b>Total produits (A+B)</b>	<b>82 720</b>	<b>218</b>	<b>18 041</b>
<b>Total autres coûts opérationnels directs (A+B)</b>		<b>13</b>	<b>1 086</b>



## ANNEXE V

<b>AUTRES COÛTS OPÉRATIONNELS DIRECTS (toutes composantes confondues) (EN DOLLARS)</b>
--

	Ressources en personnel, articles non alimentaires et services exclusivement destinés aux:		Total
	Bénéficiaires	Gouvernement/ Partenaires d'exécution	
<b>Services d'appui technique et formation</b>			
Formation extérieure/déplacements	0	60 000	60 000
<b>Total partiel</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>	<b>60 000</b>
<b>Voyages et indemnités journalières de subsistance</b>			
Voyages de la contrepartie	10 00	10 000	20 000
<b>Total partiel</b>	<b>10 00</b>	<b>10 000</b>	<b>20 000</b>
<b>Entretien</b>			
Entretien voies ferrées, routes et rivières	0	30 000	30 000
Entrepôts préfabriqués	10 00	50 000	60 000
<b>Total partiel</b>	<b>10 00</b>	<b>80 000</b>	<b>90 000</b>
<b>Matériel</b>			
Matériel de manutention et d'emballage des céréales	0	6 000	6 000
Pesticides et fumigations	0	14 000	14 000
Bâches, tôles et cordes	6 00	54 000	60 000
Mobilier et matériel	0	8 000	8 000
<b>Total partiel</b>	<b>6 00</b>	<b>82 000</b>	<b>88 000</b>
<b>Autres articles non alimentaires et services</b>			
Équipement et matériaux de construction	97 00	23 000	120 000
Outils et matériel agricoles	530 00	10 000	540 000
<b>Total partiel</b>	<b>627 00</b>	<b>33 000</b>	<b>660 000</b>
<b>Transformation des aliments</b>			
Formation et appui technique au Gouvernement de l'Ouganda	0	60 000	60 000
Matériel de cuisine et de cantine	108 00	0	108 000
<b>Total partiel</b>	<b>108 00</b>	<b>60 000</b>	<b>168 000</b>
<b>TOTAL, AUTRES COÛTS OPÉRATIONNELS DIRECTS (toutes composantes confondues)</b>	<b>761 00</b>	<b>325 000</b>	<b>1 086</b>



## ANNEXE VI





Programme  
alimentaire  
mondial

## IPSR OUGANDA 6176.00

**Aide alimentaire ciblée pour les activités de secours et de redressement en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des groupes vulnérables en Ouganda**

